



Vos interrogations, notre priorité !



Contactez-nous !



seiva
Maison des Associations
Boîte FF4
2 rue des Corroyeurs
21 068 DIJON CEDEX – France

Tél. : 03.80.65.77.40
Mail : saut.catherine@seiva.fr

Plus d'infos :



Site internet : www.seiva.fr



Page facebook : SEIVA - Structure d'Echange et d'Information sur Valduc



Compte twitter : @SEIVAValduc

Edité par la SEIVA

Directeur de la publication : Alain CAIGNOL
Co-Président de la SEIVA

Textes : la SEIVA
Graphisme : Elodie JANNIN
Impression : S'PRINT
Dépôt légal et n° ISSN : 1277-2879

Le bulletin *Savoir & Comprendre* peut être obtenu gratuitement à la SEIVA ou dans les mairies des communes avoisinant le CEA de Valduc.



Le bulletin de la Structure d'Echange et d'Information autour de Valduc

Décembre 2013

N°33

EDITO

TROP D'EXIGENCE OU PAS ASSEZ DE VIGILANCE ?

Le résultat des élections de l'Assemblée Générale extraordinaire m'a porté au poste de Co-Président de la SEIVA.



"Notre ambition : être l'organisme local garant du droit à l'information objective"

Je tiens à exprimer mes remerciements aux membres de l'association pour l'honneur que vous me faites. Par le vote unanime qui m'a conduit à cette fonction, je mesure la confiance qui m'est faite et l'étendue de mes responsabilités.

Convaincu depuis longtemps de la nécessité d'échanger avec le centre de Valduc pour obtenir toujours plus de transparence et d'améliorations de la performance environnementale, je m'efforcerai de rendre la SEIVA plus efficace avec mon souci permanent de rigueur scientifique et d'objectivité.

A mon sens, une CLI ne doit pas se contenter de relayer la communication de l'industriel qu'il soit chimique, pétrolier ... ou nucléaire. Elle se doit de rester vigilante afin que l'environnement et l'emploi local soient des priorités pour l'exploitant.

Ainsi, les projets, l'énergie, l'envie ne manquent pas pour une SEIVA toujours plus active. Je suis heureux de faire partie d'une équipe motivée et soucieuse de transparence et d'information fiable.

Bonne lecture à toutes et à tous.

Cordialement,

Alain Caignol

Alain CAIGNOL
Co-Président de la SEIVA

L'information indépendante au service des riverains !

Commission Economie : Quel impact économique du CEA Valduc pour la région ?

Quelques chiffres à retenir pour 2012:
 * Sur 90 millions d'euros d'achats effectués par le centre, environ 24 % profite à la Côte d'Or, dont 71 % à Dijon. Grancey-le-Château et Is-sur-Tille ne représentent respectivement que 7 et 3 % du total.
 * Sur 1071 salariés – hors entreprises extérieures et chantiers des nouvelles installations – 989 en CDI et 24 en CDD.
 * Environ 37 % des salariés du centre en CDI vivent dans le Grand Dijon et pratiquement 29 % dans le Pays Seine et Tilles en Bourgogne.
 * Au total, 45 salariés de Valduc – soit 4 % du personnel – vivent dans les huit communes autour du centre.
 * 90 % des retraités restent en Côte d'Or.
 * Le centre génère 700 emplois induits de la consommation et 900 emplois indirects chez les fournisseurs.

Rejets liquides de tritium : info ou intox ?

Dans le bulletin *Savoir&Comprendre* n°32, Alain CAIGNOL s'interrogeait sur l'éventualité de rejets liquides de tritium de Valduc entre 2007 et 2011, reprenant l'information du rapport annuel 2011 du CEA. La SEIVA a reçu une réponse du centre. Selon eux, « le centre de Valduc ne rejette aucun effluent liquide ». Concernant l'origine de l'information, « il s'agit d'une erreur », « les chiffres incriminés concern[ent] le centre de Saclay et non celui de Valduc. »

Des Anglais à Valduc

Une quinzaine de manifestants pacifistes, britanniques pour la plupart, se sont rassemblés devant Valduc à l'occasion de l'opération du « jeune international 2013 », menée du 6 au 9 août, dates anniversaires des explosions atomiques d'Hiroshima et Nagasaki de 1945.

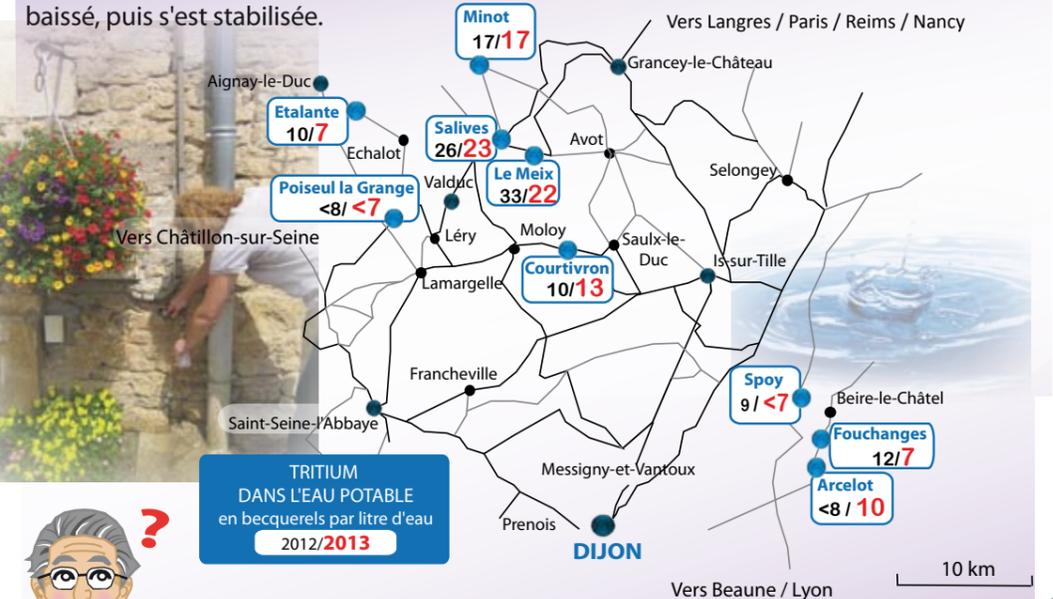


photo France 3 Bourgogne - Franche-Comté

ANALYSES SEIVA

TRITIUM DANS L'EAU POTABLE

Toutes les eaux analysées contiennent du tritium. Ceci dans une teneur inférieure à la norme française*. Depuis les premières analyses de la SEIVA, en 1997, la concentration a baissé, puis s'est stabilisée.



REPÈRES

Moyenne en France sans installation nucléaire à proximité : moins de 10 becquerels par litre
 Norme française : 100 becquerels par litre

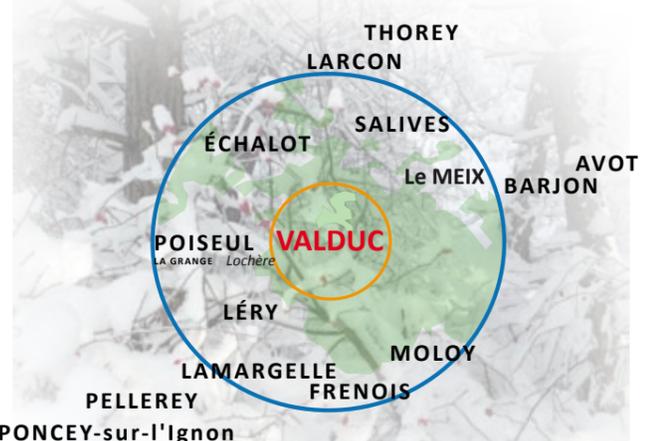
SOMMAIRE



Numéro spécial COMMUNICATION

Le secret défense, un tigre de papier
Le Secret Défense est-il un prétexte pour ne pas communiquer ?

La communication de crise du CEA Valduc
N'importe quel événement nucléaire – incident réel ou mineur – est anxiogène. La mission de la SEIVA est d'informer les riverains de façon claire et objective.



PONCEY-sur-l'ignon



Le secret défense, un tigre de papier¹

Dans une société démocratique, le secret de la défense nationale peut-il légitimement être opposé au public dès lors qu'il s'applique à des activités nucléaires et industrielles susceptibles de nuire aux personnes et à l'environnement ?

ENTRE LE NUCLÉAIRE ET LE SECRET DÉFENSE, UN LIEN CONGÉNITAL

Si le CEA a toujours eu le droit d'user du secret défense, c'est qu'en 1945, il a été créé pour développer la bombe atomique et permettre ainsi à la France de conserver son rang de grande puissance militaire. Depuis cette époque, le secret de la défense nationale a beaucoup évolué. Sa portée a été limitée par l'émergence du droit à l'information du public. Cependant, le lobby nucléaire a œuvré avec succès pour soustraire ses activités aux obligations de transparence imposées à toutes les installations dangereuses.

LE SECRET DÉFENSE DÉPASSÉ PAR LES PHOTOS SATELLITES ET LES ATTAQUES DES "HACKERS"²

Aujourd'hui pourtant, ce secret même nucléaire est devenu un tigre de papier; malgré ses joutes avec les juges d'instruction ou avec les militants de Greenpeace, il est désuet devant la menace que constituent les attaques informatiques des «hackers» de toutes origines,

et y compris les services d'espionnage des grandes puissances alliées ou non. Toutes les bases secrètes sont parfaitement visibles sur les cartes satellitaires tant le « floutage » des cartes imposé au titre du secret défense peut aisément être contourné sur Internet. Le secret peine à justifier sa lourdeur et son coût non seulement pour l'armée mais pour toutes les entreprises et les personnels qui travaillent pour le nucléaire militaire.



LEXIQUE

1 : Le tigre de papier désigne une chose apparemment menaçante, mais en réalité inoffensive.

2 : Hacker : Personne qui, par jeu, goût du défi ou souci de notoriété, cherche à contourner les protections d'un logiciel, à s'introduire frauduleusement dans un système ou un réseau informatique.



ANALYSES
**SECRET
DÉFENSE**

COMMENT LÉGITIMER AUJOURD'HUI LA LOURDEUR ET LE COÛT DES PROCÉDURES DU "SECRET DÉFENSE"?

Si le secret défense n'assure plus la protection des secrets d'Etat, quelle est sa légitimité véritable face au droit de toute personne à être informée des risques des activités pour sa santé et son environnement ? Les abus du secret défense et son utilisation comme instrument de contrôle de la participation laisse douter de son utilisation légitime. N'est-il pas temps d'appliquer à ce secret la règle imposée au militaire non nucléaire et au nucléaire civil et fournir au public des informations expurgées de tout élément susceptible de révéler des éléments couverts par le secret défense.

VERS LA FIN DU SECRET DÉFENSE ABSOLU?

Il ne s'agirait pas de livrer au public les informations qui doivent rester confidentielles mais de permettre au juge de contrôler la légitimité de l'invocation du secret défense. Inefficace comme le montre le floutage des cartes satellitaires, sans effectivité sur les stratégies industrielles internationales et sans incidence sur les procédures participatives, le secret défense ne pourra plus longtemps confisquer le débat sur le nucléaire.

Marguerite BOUTELET,
maître de conférences retraitée,
chercheur associée au CREDESPO,
centre de recherche en droit
et science politique
de l'Université de Bourgogne.



Retrouvez le rapport SEMIPAR* sur internet : www.seiva.fr

! BON À SAVOIR

Le projet SEMIPAR - SEcret Militaire et PARticipation - est une étude de 3 ans confiée à l'Université de Bourgogne par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement.



La SEIVA a été partenaire de l'étude. En effet, c'est grâce à son action que le sujet a été proposé à l'appel à recherche du ministère. Les relations privilégiées de la SEIVA avec le CEA Valduc ont également permis aux chercheurs d'être reçus à plusieurs reprises sur le centre.



La communication de crise du CEA de Valduc

Comment s'est déroulée la journée d'information et de formation au risque à Valduc ? L'appel d'offres des cocottes-minute : montagne ou taupinière ? N'importe quel événement nucléaire – incident réel ou mineur – est anxiogène. La mission de la SEIVA est d'informer les riverains de façon claire et objective.

UNE JOURNÉE D'INFORMATION RÉUSSIE

A la demande de la SEIVA, Valduc a organisé une formation au risque pour les riverains début octobre. Environ 35 personnes ont assisté à cette journée. La SEIVA, la Préfecture de Côte d'Or, le rectorat de Dijon, la BA 102 ainsi que le CEA de Marcoule étaient également invités au titre d'observateurs.



LES BONS RÉFLEXES EN CAS D'ACCIDENT

Il a été rappelé que les habitants des huit communes doivent se mettre à l'abri, fermer portes et fenêtres et arrêter ventilation et/ou climatisation. Par conséquent, les parents ne doivent pas aller chercher les enfants à l'école. Enfin, il n'est pas nécessaire de prendre des pastilles d'iode en cas de catastrophe car Valduc n'est pas une centrale nucléaire.

ET POUR LES AUTRES ?

Les parents habitant en dehors du périmètre de Valduc mais dont les enfants vont à l'école à Lamargelle ou à Salives ont exprimé le désir d'être avertis par l'automate d'appel, nouvel outil de communication du centre. Il a également été proposé d'installer des panneaux autour de Valduc afin d'informer les marcheurs et les touristes d'un possible danger.



SEIVA, AIGUILLON DE LA TRANSPARENCE

Cet été, Valduc a lancé un appel d'offre d'autocuisseurs pour transporter au sein du centre du plutonium. L'histoire a été reprise par le CEDRA, collectif contre l'enfouissement des déchets radioactifs, puis ensuite par la presse française et internationale.



Aucun incident grave ne s'est produit. Cependant, cette histoire montre bien que quel que soit l'événement, la population a besoin d'être informée rapidement. Un défaut de communication engendre, en effet, des réflexes anxiogènes : « ne pas dire, c'est tenter de cacher voire mentir par omission ». C'est ainsi que les faits peuvent être interprétés. Or, les Elus de la SEIVA – association

créée pour informer les riverains – ont été interrogés par leurs administrés et ont été dans l'incapacité de leur répondre.

Ils souhaitent donc que la SEIVA devienne le référent afin qu'elle puisse communiquer plus précisément au près des riverains.

? ET EN CAS DE RÉEL INCIDENT ?

Seul le Directeur du centre est habilité à communiquer. S'il est absent, ses successeurs déclenchent le plan particulier d'intervention à sa place et les informations communiquées doivent être validées par le Directeur.

! BON À SAVOIR

VOUS SOUHAITEZ ÊTRE AVERTI(E) PAR TÉLÉPHONE EN CAS D'ACCIDENT ?

Communiquez votre numéro de téléphone fixe ou portable à votre Mairie.